

Le mai nigérian

MAI a été chaud sur les campus nigériens : le 23 mai à Zaria, qui avec près de 30 000 étudiants est la première université du pays, et l'une des plus importantes de l'Afrique, les « *mobile forces* » (les CRS locaux) sont intervenus sur le campus à la demande du vice-chancelier (le recteur-président de l'université) et ont fait usage de leurs armes. Bilan : 4 morts selon la police, 23 selon les étudiants et le syndicat enseignant, mais aussi selon des journaux comme le *Guardian* ou *Newsweek* qui ne sont pas hostiles au gouvernement.

Les émeutes étudiantes ponctuent la vie politique du pays depuis la fin de la guerre civile : 1971, Ibadan : 1 mort ; 1978, Zaria : 4 morts ; 1981, Ifé : 4 morts et de nouveau, en 1986, Zaria. Ces accès sporadiques de colère témoignent d'abord de l'exaspération des étudiants devant les difficultés de la vie quotidienne. Depuis 1970, date de la fin de la guerre, les conditions de vie des étudiants n'ont cessé de se dégrader dans les régions — l'Ouest et le Nord — que la guerre avait épargnées. Des campus construits pour loger 6 000 étudiants doivent en héberger trois fois plus, sans offrir le moindre confort : plus d'eau courante à Ibadan depuis quatre ans ! Imagine-t-on un instant ce que cela peut donner au troisième étage d'une cité universitaire surpeuplée ! Tout cela sans compter la mauvaise qualité de la nourriture, les pannes d'électricité. Le gouvernement précédent a accru la colère des étudiants en renonçant à subventionner les restaurants universitaires et en confiant leur gestion à des traiteurs privés, avec les aléas de ce genre de formule. Pour faire face à la crise financière, les frais de scolarité ont été cette année multipliés par trois : les universités nigérianes sont en effet des universités publiques, à la manière américaine, c'est-à-dire qu'elles sont payantes et que les études constituent pour beaucoup un investissement financier important. Pour entrer à l'université il faut franchir le barrage d'un examen de sélection national, puis il faut trouver les ressources financières nécessaires. Avec 14 millions d'élèves et 200 000 étudiants, le Nigeria est aussi une immense école ; or, aujourd'hui, les instruments de travail manquent : faute de devises, les ouvrages scientifiques ne sont plus importés ; les bibliothèques,

naguère fierté des campus, se sont vidées sous les effets conjugués des vols et des restrictions de crédits, et les lecteurs n'ont plus qu'à rêver devant les fichiers impeccables d'un univers disparu.

Depuis 1971, les manifestations étudiantes obéissent à un scénario quasi rituel : tout commence par l'agitation dans les cités et les restaurants, et finit par le feu au poste de police du campus et des barricades de pneus en flamme. Tout cela se déroule en partie dans une atmosphère de carnaval : à Ifè, par exemple, des étudiants parcouraient le campus avec des bâtons et brandissaient des rameaux feuillus dont ils frappaient les murs. Gare cependant aux étudiants surpris en train de travailler : ils seront bâtonnés sans ménagement, et cela sans distinction de sexe. A Zaria, c'est la commémoration des événements de 1978 qui a été à l'origine du drame. Chaque année, l'anniversaire de ce jour malheureux est marqué par la procession d'un cercueil à travers le campus, et tous sont conviés à se joindre au cortège. C'est pour avoir harangué des étudiantes dans une de leurs résidences, ce qui est contraire au règlement de l'université, que deux leaders étudiants ont été l'un expulsé définitivement, et l'autre pour un an, de l'université. Cette décision très dure, prise par le vice-chancelier, a provoqué une grande manifestation de solidarité avec les expulsés. Les étudiants ont pris possession du campus. A Zaria, les grenades lacrymogènes et les balles en caoutchouc n'ont pas suffi pour disperser la foule ; il faut dire que des éclats de grenade retrouvés par des journalistes portaient des dates de péremption remontant à 1978..., et que les balles en caoutchouc étaient dans le même cas ; quant aux lances à incendie, inutile de les utiliser alors que l'eau n'arrive pas dans les robinets. Comme à Ibadan en 1971, les *mobile forces* se sont retrouvés inefficaces face aux étudiants armés de bâtons et retranchés derrière des barricades de pneus. Ordre a été donné de tirer, avec les résultats que l'on sait. Mais, le 23 mai, la situation a très manifestement échappé au contrôle des autorités pour tomber dans la « ratonnade » : les étudiants ont été « tabassés » jusque dans les cités et des étudiantes poursuivies jusque dans leur chambre, où elles ont été violées. Des scènes de pillage ont accompagné le tout et composent un tableau tout à fait contraire à ce que la notion de maintien de l'ordre peut avoir de légitime. La presse nigériane ne s'est pas privée de dénoncer ces exactions, allant jusqu'à évoquer les émules nigériens de Botha.

Le gouvernement a tout de suite réagi et condamné ce qu'il estime être une « bavure », certes effrayante, mais une bavure quand même. Une commission d'enquête a été créée, comme après les précédentes bavures, et malgré le scepticisme assez général quant aux conclusions qui pourront être tirées. Ni le chef de la police, ni le vice-chancelier — dont les propos arrogants tenus après le drame ont encore échauffé les esprits —, ni le ministre de l'Éducation n'ont offert leur démission, ou n'ont été tenus pour responsables de la tournure des événements (1). Or leur renvoi était une des conditions de la participation des syndicalistes à la commission d'enquête. Le syndicat des professeurs d'université, affilié au *Nigerian Labour Congress* (NLC) — et il est rare que dans un pays de tradi-

(1) Dernière minute : le gouvernement ter son poste. vient de demander au vice-chancelier de quit-

tion universitaire anglo-saxonne une association de professeurs soit affiliée à une confédération de travailleurs — a mobilisé ses adhérents contre le Ministre et le vice-chancelier et obtenu le soutien du NLC qui rassemble 42 syndicats. Ainsi, à partir de l'émeute de Zaria, tous les éléments sont réunis pour une épreuve de force entre le gouvernement et une opposition dominée par les syndicalistes et les universitaires. L'armée avait interdit une manifestation de soutien aux étudiants prévue le 4 juin et placé des leaders syndicaux en détention. Dans la partie de bras de fer qui les oppose aux syndicats, les militaires ont gagné la première manche, mais les problèmes demeurent. En effet, l'association des revendications universitaires et syndicales s'opère sur les thèmes de la rationalisation et de la privatisation.

Selon le ministre de l'Éducation Jibril Aminu, « rationaliser » consiste à redéployer enseignements, et donc enseignants, en fonction de critères de rentabilité ou d'utilité, en évitant par exemple les formations trop coûteuses et en donnant la priorité aux formations techniques au détriment des formations générales, nombreuses notamment dans les disciplines relevant des humanités. Au-delà des arguments techniques, nombre d'universitaires perçoivent dans ce projet une volonté d'interrompre une partie des transferts de l'État vers les universités du Sud, mieux encadrées et plus populaires parmi les étudiants et les professeurs. Personne ne veut aller à Maiduguri, aux confins du Nigeria et du Tchad, nouvelle université dont l'actuel ministre de l'Éducation était, il y a peu de temps, le vice-chancelier. La nationalisation peut-elle mettre fin au chômage des diplômés ? Y a-t-il trop d'étudiants en lettres et en sciences humaines ? Trop d'enseignants ? À voir les effectifs scolaires, on peut en douter et trop d'arrière-pensées se profilent derrière ce plan pour que les universitaires ne saisissent pas toutes les occasions pour dénoncer la morgue du Ministre.

Une menace plus grave pèse sur les syndicalistes : celle de la privatisation d'une partie des sociétés d'État. La critique de leur mauvaise gestion n'est plus à faire, mais on peut légitimement se demander si le capital privé nigérian fera beaucoup mieux et s'il ne s'agit pas d'abord de se donner les moyens de procéder à des licenciements massifs. Or, universitaires et syndicalistes qui ont dû accepter des réductions de salaires comprises entre dix et quinze pour cent au début de l'année (alors que le prix des voitures, « ce symbole de la classe moyenne » comme l'écrivait le *Guardian*, a été multiplié par deux en un an et devient inaccessible au salarié moyen, que le prix des pneus est multiplié par dix, celui de l'essence par deux, et que l'inflation atteint officiellement 30 %) veulent bien consentir à faire des sacrifices s'ils ont le sentiment qu'ils seront également répartis. Pourtant, mis à part un projet bien utopique d'assurance maladie (qui le financera ?), le gouvernement n'a rien à proposer dans la voie d'une réduction des inégalités. La « démocratie militaire » du général Babangida a mis les droits de l'homme à l'avant-garde de son projet social et celui-ci a été bien reçu après les excès du régime précédent. Mais de toutes parts surgissent les mécontentements : la mise en pratique des recommandations du FMI (par exemple la suppression des subventions aux produits pétroliers qui a provoqué le doublement du prix

de l'essence ou les réductions forcées de salaires) sans demande d'un prêt, mécontente à la fois les entrepreneurs toujours privés de devises et les salariés ; l'adhésion, au début de l'année, et en catimini, à la Conférence islamique irrite les chrétiens, nombreux dans le Sud, et dans certains États, comme celui de Bauchi, sans vraiment satisfaire l'*establishment* islamique conservateur du Nord qui contrôle l'essentiel du pouvoir économique et militaire du pays. Enfin, l'exécution du général Vatsa, chef présumé d'un complot aux vastes ramifications, a jeté, par sa soudaineté, le trouble dans une partie de l'armée et de l'opinion : le général était un poète connu, aimé des jeunes et peu réussissent à voir en lui le traître qu'il aurait été...

Dans ce contexte difficile, les émeutes de Zaria et les manifestations qui les ont suivies prennent tout leur sens : Zaria est la seule grande université du Nord qui ne soit pas contrôlée par les conservateurs. Zaria est le centre et le bastion de la gauche intellectuelle nigériane, le laboratoire de ses idées. Yusuf Bala Usmane, leader syndical et professeur d'histoire à Zaria, a été le secrétaire général de l'État de Kaduna, du temps où le Parti de la rédemption du peuple contrôlait le gouvernement. Or le PRP a mené la vie dure aux conservateurs dans les États de Kaduna et de Kano, avant d'être abattu par ses propres dissensions, comme le montre très bien un article de G. Nicolas (*Politique africaine*, décembre 1982). S'il y a un changement radical au Nigeria, il viendra du Nord et de Zaria où, à l'exemple d'Aminu Kano, fondateur du Parti de la rédemption du peuple, peut s'accomplir le lien entre islam, intellectuels — rappelons ici que le romancier Chinua Achebe a été vice-président du PRP — et couches sociales dominées. Le pouvoir intellectuel n'est pas aux mains des conservateurs nordistes : leur arrogance actuelle exprime leur volonté de tout faire pour le conquérir. En face d'eux, la gauche intellectuelle et syndicale ne cherche-t-elle pas à faire tirer les marrons du feu par les étudiants sans avoir un programme clair d'action ? Prenons garde à des explosions qui jettent dans les rues des milliers de jeunes qui, dans leur désespoir, ne trouvent que des pneus et des voitures à brûler et n'ont rien de mieux à faire que d'aller libérer les prisonniers de droit commun comme ils l'ont fait à Ifé le 26 mai dernier ! L'anarchisme cynique et jouisseur de Fela, récemment libéré lui aussi — mais par le gouvernement ! — ne risque-t-il pas de devenir la seule idéologie de ces émeutes ? L'armée a en tout cas clairement montré, lors du mai nigérian, qu'elle ne laisserait pas le pouvoir à la rue ; cela est peut-être plus inquiétant que rassurant pour l'avenir : le mal nigérian demande des remèdes plus sophistiqués que la manière forte et la discipline des casernes.